

QUESTIONS CLÉS

Séance : Utilisation responsable de l'Internet des objets

Prestation de services

-Comment la croissance de l'Internet des objets (IdO) influencera-t-elle le gouvernement? Nous pensons aux applications de consommation comme les maisons intelligentes, mais quelles en sont les répercussions sur la prestation des services gouvernementaux et comment pourrait-on s'en servir dans le contexte de la prestation des services sociaux? Existe-t-il des exemples précis d'IdO utilisé actuellement pour améliorer la prestation de tels services?

-Afin de reconnaître et de gérer les données comme un actif du secteur public, il faut un changement de culture, les données des systèmes étant gérées dans une perspective d'entreprise et tous les ministères y contribuant. Comment gérer efficacement le changement culturel vers la gestion des actifs de données (par rapport à la gestion propre à un système ou à un domaine)? Combien d'entre eux ont maintenant ou prévoient retenir les services d'un directeur des données?

Gouvernance – Législation et politiques

Comment pouvons-nous faire évoluer nos lois, nos normes et nos politiques en vigueur pour être à la pointe des nouvelles technologies? Y a-t-il des exemples de politiques sur l'utilisation responsable de l'IdO?

Gouvernance – Éthique

Quelles responsabilités le gouvernement a-t-il de démontrer la valeur publique des nouvelles technologies, et comment devrait-on mesurer cette valeur? Quelles exigences éthiques sont envisagées pour l'adoption de la prise de décisions automatisées et des applications de l'IdO?

Protection des renseignements personnels et sécurité

Quelle est la meilleure façon de prévenir la divulgation non souhaitée de données ministérielles de nature délicate tout en participant à l'IdO et en offrant la meilleure expérience client possible? Est-il possible de créer un cadre pour la « protection des renseignements personnels dès la conception » où les données personnelles et les renseignements personnels de l'utilisateur sont protégés simplement par la conception du système, sans se préoccuper de la conservation, de l'utilisation ou de la vente de données personnelles? Comment pouvons-nous assurer la sécurité et la protection des renseignements personnels des Canadiens?

Normes

Quel devrait être le rôle de l'industrie pour aider à définir les normes gouvernementales pour les nouvelles technologies afin d'établir des exigences communes et transparentes tout en favorisant l'innovation?

Accès à la large bande (5G, etc.)

Nous devons aborder la discordance entre la manière dont nous (le gouvernement) sommes censés assurer l'équivalence des services aux collectivités nordiques et éloignées à l'aide de canaux numériques, et le manque de motivation distinct du secteur privé de fournir un service à large bande à ces collectivités à un coût raisonnable pour les entreprises et les résidents (ou même de travailler avec leurs concurrents du secteur privé pour étendre le réseau à l'échelle du Canada aussi efficacement possible et au plus bas prix possible). Par exemple, les réseaux 5G sont réalisables à Toronto, pas tellement à Churchill. Comment le gouvernement et le secteur privé peuvent-ils collaborer ou travailler ensemble à la réalisation de cette promesse technologique, dans l'intérêt de tous les Canadiens, et non pas seulement de ceux qui vivent dans le Sud urbain?

Collaboration

Quelle collaboration le secteur privé et le gouvernement peuvent-ils entreprendre pour améliorer l'information et l'accès aux données tout en assurant aux Canadiens qu'il y a des avantages à le faire? Si le gouvernement doit tirer parti des données et de l'information recueillies grâce aux IdO du secteur privé, comment pouvons-nous nous assurer que les services élaborés autour de ces données sont

représentatifs de la grande diversité de notre population, y compris les personnes à risque et les collectivités isolées?

Gestion des changements

Comment pouvons-nous assurer que notre main-d'œuvre est prête pour ces changements?

Séance : Partage des données responsable

Gouvernance – Législation et politiques

Quels modèles de gouvernance sont envisagés pour répondre aux demandes croissantes de partage de données et de transparence tout en protégeant les renseignements personnels et la sécurité des données (p. ex. biens communs, fiducies, cadre Five Safes, renseignements personnels différentiels)?

En plus du partage de données entre organisations, nous devons faire en sorte que **l'utilisateur soit au cœur du partage des données**, ce qui s'harmoniserait à la Charte du numérique du gouvernement du Canada, lequel prévoir les principes clés suivants :

- o Contrôle et consentement : Contrôle sur les données qu'ils partagent, savoir qui utilise leurs données personnelles et à quelles fins
- o Transparence, portabilité et interopérabilité : Accès clair et facile à gérer à leurs données personnelles; libre de les partager ou de les transférer sans fardeau indu
- o Gouvernement numérique ouvert et moderne : Services numériques modernes du gouvernement du Canada, qui sont sécuritaires et simples à utiliser

Comment pouvons-nous nous assurer que les données circulent de façon responsable et éthique tout en assurant une expérience homogène au profit de nos clients qui se trouvent au cœur du partage des données?

Protection des renseignements personnels et sécurité

L'économie du XXI^e siècle sera fondée sur les données personnelles. De plus en plus, les décisions opérationnelles seront prises en fonction de ces données. Étant donné que la confiance est au cœur de la capacité du gouvernement d'apporter des changements dans ce nouveau paradigme, quel genre d'engagement le gouvernement et le secteur privé peuvent-ils prendre pour établir et renforcer cette confiance auprès du public?

Comment les administrations et entités gèrent-elles le problème pratique de la gestion du consentement en ce qui concerne le partage des données? Quelles sont les pratiques exemplaires en matière de transparence pour le public à mesure que les accords et les règlements sur le partage des données évoluent?

Normes

Des efforts sont-ils en cours pour élaborer des plateformes communes de partage de données, tant au sein du gouvernement qu'entre le gouvernement et des organismes externes? Dans l'affirmative, quels facteurs ou défis ont été cernés dans le processus (p. ex. sélection et configuration de la technologie, investissement, gouvernance)?

Il faut un cadre pancanadien qui réduit la complexité et permet l'utilisation, le partage et l'échange de données pour permettre l'analyse et la prise de décisions éclairées par les données... Le Conseil canadien des normes cherche actuellement à établir des normes; y a-t-il des commentaires ou des idées au sujet des personnes qui devraient participer à ce travail?

Collaboration

D'autres administrations internationales créent de nouvelles règles et réglementations concernant le partage des données. Comment le gouvernement du Canada peut-il travailler avec le secteur privé, les provinces et les territoires pour présenter une approche unifiée sur la scène internationale afin d'éclairer et d'influencer ces développements?

Comment pouvons-nous collaborer stratégiquement au Canada pour collaborer à la mise à l'essai des cas d'utilisation afin de nous assurer de ne pas réinventer la roue, de ne pas laisser de place à différentes approches et d'obtenir de bons résultats?